



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Politique monétaire

Question écrite n° 3040

Texte de la question

M Marc Reyman rappelle à M le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, que l'« économie réelle » fait preuve au niveau mondial d'un dynamisme important. Dans tous les grands pays industriels, la production retrouve des rythmes de croissance élevés. Les Etats-Unis en sont à leur sixième année consécutive de croissance et le chômage y est inférieur de moitié à celui de la France en 1988. La République fédérale d'Allemagne et la France espèrent dépasser les 2,5 p 100 de croissance cette année. Le krach boursier d'octobre 1987 provenait d'un déséquilibre aux Etats-Unis entre l'épargne et l'investissement, déséquilibre dont les déficits commerciaux et budgétaires étaient le reflet. La récession a été évitée par l'injection massive de liquidités dans l'économie. Cependant, les marchés financiers anticipent déjà la fin de la croissance. Depuis décembre 1987, le dollar a gagné 10 p 100 par rapport aux principales monnaies. Cette petite remontée est liée aux Etats-Unis à la hausse des taux d'intérêt. Les Américains consomment plus qu'ils ne produisent et investissent plus qu'ils n'épargnent. Après l'élection présidentielle de novembre 1988, les Etats-Unis connaîtront un ralentissement de leur activité et probablement un renchérissement du loyer de l'argent. Les banques centrales britannique et américaine ont déjà relancé un mouvement général de hausse des taux d'intérêt dans le monde. Ainsi, le 9 août 1988, la Fed a relevé son taux d'escompte à 6,5 p 100 et la Banque d'Angleterre a relevé son taux d'intervention sur le marché monétaire à 11 p 100. Face au resserrement de la politique monétaire dans la plupart des grands pays industrialisés, il lui demande si la France peut durablement aller à contre-courant et avoir pour principal objectif de réduire ses taux d'intérêt réels.

Texte de la réponse

Reponse. - Comme le souligne l'honorable parlementaire, l'économie des principaux pays industrialisés connaît une croissance soutenue, qui n'avait pas été prévue en début d'année. Elle devrait être supérieure à 3 p 100 pour les principaux pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). A l'inquiétude du début de l'année sur les risques et les conséquences d'une éventuelle récession se sont substituées les craintes d'une éventuelle reprise de l'inflation, qui serait alimentée par les liquidités injectées après la crise boursière d'octobre 1987. Ces craintes ont été en particulier entretenues par l'évolution du prix des matières premières, par la croissance des agrégats monétaires et celle de la consommation chez certains de nos partenaires. La volonté de prévenir toute reprise de l'inflation a conduit plusieurs d'entre eux à resserrer leur politique monétaire en relevant leurs taux d'intérêt. Dans cet environnement, la France s'est trouvée placée dans une situation spécifique ; à la fin du printemps 1988, ses taux d'intérêt réels étaient les plus élevés parmi ceux des pays industrialisés, et cette situation allait de pair avec la perspective d'une bonne maîtrise de nos prix et de nos agrégats monétaires. Cela a permis, sans affecter la tenue de notre monnaie, de procéder aux mois de mai et juin à deux baisses successives du taux d'intervention de la Banque de France, qui ont ramené nos taux réels à des niveaux plus proches de ceux de nos principaux partenaires. La hausse généralisée des taux directeurs au mois d'août, que la France a partiellement suivie, la Banque de France relevant d'un quart de point ses taux directeurs, a donné aux marchés un signal clair de la détermination des autorités monétaires à lutter contre l'inflation. Après une période de tension sur les taux réels à la fin du mois, une certaine détente a été enregistrée.

au cours du mois de septembre. Les sept principaux pays industrialisés ont d'ailleurs constaté à Berlin, comme en témoigne leur communiqué, que si la vigilance demeurerait nécessaire il n'y avait pas de signes tangibles d'une reprise généralisée de l'inflation. L'évolution de nos taux d'intérêt réels et de l'écart de ceux-ci avec ceux de nos concurrents dépendent maintenant très étroitement de notre capacité à démontrer que nous poursuivons nos efforts de désinflation. C'est de la disparition de notre différentiel d'inflation avec l'Allemagne que viendra progressivement la réduction de notre écart de taux d'intérêt réels avec ce pays. C'est également la poursuite de cette stratégie de désinflation compétitive qui nous permettra d'assurer la stabilité de notre monnaie, d'améliorer notre compétitivité et d'atteindre ainsi un plus haut niveau d'activité et d'emploi. Par ailleurs, le Gouvernement poursuivra, bien entendu, ses efforts pour que la concurrence dans le secteur financier permette aux entreprises, et notamment aux PME, d'accéder à des ressources financières à des conditions de taux moins coûteuses, comme il l'a fait en abaissant le plancher d'émission des billets de trésorerie et en affectant au financement des petites et moyennes entreprises (PME) une partie des ressources des comptes pour le développement industriel (Codevi).

Données clés

Auteur : [M. Reymann Marc](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3040

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie, finances et budget

Ministère attributaire : économie, finances et budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 septembre 1988, page 2632